

*Questions orales*

**L'hon. Elmer M. MacKay (ministre du Revenu national):** Monsieur le Président, notre ministère, en consultation avec le ministère de l'Immigration et la GRC, fait en ce moment l'évaluation de plusieurs de ces systèmes. Nous venons de terminer un projet-pilote à l'aéroport international Pearson. Nous sommes en train d'en faire l'évaluation.

A l'heure actuelle, nos agents reçoivent des instructions spéciales; ils ont aussi accès aux systèmes automatisés en ligne que le ministère de l'Immigration a à sa disposition. Nous avons donc accès à ces installations que nous allons améliorer.

\* \* \*

**LES BANQUES****LES FRAIS DE LA COMMISSION ESTEY**

**Mlle Aideen Nicholson (Trinity):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. D'après les propres chiffres du gouvernement, les frais d'administration de la Commission Estey, soit \$1,172,000 jusqu'à la fin de mars, sont négligeables par rapport aux dépenses du gouvernement pour obtenir des opinions juridiques et financières, notamment la somme de \$1,588,000 pour préparer le ministre des Finances et la ministre d'État (Finances) à témoigner durant une journée devant la Commission. Le ministre dira-t-il à la Chambre quand il compte recevoir le rapport de la Commission?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je devrais signaler à la députée que les avocats du gouvernement ont abattu une dure besogne pour seconder la Commission Estey en lui obtenant la documentation nécessaire afin de lui faciliter la tâche. En ce qui concerne plus précisément la question, la Commission ne m'a pas encore révélé quand elle compte présenter son rapport. Nous espérons que ce sera sous peu car comme la députée le sait fort bien, nous voudrions faire adopter un projet de loi.

**LES FRAIS JURIDIQUES**

**Mlle Aideen Nicholson (Trinity):** Monsieur le Président, comme le ministre et la ministre d'État ont répété à maintes reprises que la décision de rescaper la Banque Commerciale du Canada était fondée sur les meilleurs renseignements disponibles, pourquoi a-t-il fallu dépenser 1.6 million de dollars pour enseigner aux deux ministres comment défendre cette décision devant M. le juge Estey?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Ma foi, monsieur le Président, je crois avoir répondu à cette question. Beaucoup de travail est accompli pour seconder les membres de la Commission et leur fournir les divers renseignements dont dispose le ministère pour les aider à faire leur travail. Voilà le fondement du travail qui a été exécuté.

Une fois encore je mets la députée en garde contre son utilisation du terme «rescaper». Le gouvernement fédéral a fait cette dépense pour soutenir ceux qui avaient confié leurs

dépôts aux banques et non pour renflouer les banques elles-mêmes.

\* \* \*

**L'APARTHEID****L'AFRIQUE DU SUD—LE RAPPORT DU COMITÉ MIXTE**

**M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Comme il le sait, le comité spécial mixte a constaté dans son rapport que l'Afrique du Sud ne fait aucun progrès réel en vue de supprimer l'apartheid et recommandé des sanctions économiques complètes. Le premier ministre ne convient-il pas que ce rapport lui offre un solide appui pour imposer les sanctions économiques complètes qu'il a promises il y a plus de six mois? Ne pense-t-il pas qu'il est temps que le gouvernement impose ces sanctions dès maintenant?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je pense que le gouvernement, avant d'agir, devait essayer de rassembler tous les pays du Commonwealth en un front commun, ce qui serait, tout bien pensé, la solution idéale...

**Une voix:** Vous attendez toujours Maggie?

**M. Mulroney:** ... y compris le Royaume-Uni, bien sûr. À Nassau, on nous a accordé un appui unanime qui s'est révélé utile et efficace. Nous voudrions obtenir le même appui en août. Certains se sont réunis en Europe, hier et aujourd'hui. Quant à nous, nous avons communiqué directement avec le premier ministre Ghandi, le premier ministre Hawke, le président Kaunda et d'autres, en vue d'édifier le front commun. Au Canada, j'ai rencontré hier la direction du CTC, M<sup>me</sup> Carr et d'autres, qui ont été si utiles dans cette question au Canada et à l'étranger. Nous essayons de mettre sur pied une coalition qui préservera l'unité du Commonwealth mais qui permettra aussi de prendre des mesures efficaces contre le mal de l'apartheid.

**Des voix:** Bravo!

● (1150)

**ON DEMANDE QUE LE CANADA IMPOSE DES SANCTIONS ÉCONOMIQUES**

**M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville):** Monsieur le Président, je ne me rappelle pas que le premier ministre ait assorti de toutes ces conditions sa promesse absolue d'imposer des sanctions économiques complètes si aucun progrès n'était fait en vue de supprimer l'apartheid. Voici ce que le rapport, qui représente l'opinion des Canadiens, demande au premier ministre. Ce dernier et le gouvernement imposeront-ils des sanctions immédiates pour donner au Commonwealth l'exemple des sanctions minimales qu'il devra appliquer? Le Canada ne donnera-t-il pas l'exemple au reste du monde, comme on le lui suggère dans le rapport?